



## LES FAITS MARQUANTS DE LA GTEA 5 VENDREDI 20 JUIN 2014

La GTEA 5 s'est réunie en séance plénière le vendredi matin et a examiné les projets de recommandations tout au long de la journée. La réunion a adopté 12 recommandations à transmettre à la CdP 12.

### MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE 2011-2020 POUR LA BIODIVERSITÉ

**EXAMEN DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS L'ACTUALISATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES STRATÉGIES NATIONALES ET DES PLANS D'ACTION POUR LA BIODIVERSITÉ:** Les délégués ont examiné et adopté la recommandation finale (UNEP/CBD/WGRI/5/L.4).

**EXAMEN DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS L'APPEL FOURNI POUR LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS DE LA CONVENTION ET DE SON PLAN STRATÉGIQUE 2011-2020 POUR LA BIODIVERSITÉ:** Le Secrétaire a présenté le document (UNEP/CBD/WGRI/5/CRP.2/Rev.1). L'UE, appuyée par la GRENADE et le COSTA RICA, a déclaré que le GTI ne doit pas être singularisé, car il existe d'autres programmes similaires. La BOSNIE-HERZÉGOVINE, soutenu par l'UE, a déclaré que la référence explicite au GTI pourrait être retirée, et a mentionné tous les programmes et initiatives existants inclus.

La GRENADE, contré par la SUISSE, a proposé de donner à l'appellation «feuille de route de Pyeongchang 2020» un sens élargi afin d'inclure plus d'informations. Le COSTA RICA a demandé une définition de la feuille de route qui sera incluse dans une note.

L'UE a observé que les donateurs actuels sont singularisés dans le document révisé et a demandé de revenir au libellé initial. Le CAMEROUN a expliqué qu'il est nécessaire que le projet contienne des demandes spécifiques aux donateurs actuels de poursuivre leurs efforts, et aux futurs donateurs d'appuyer la mise en œuvre des SPANB. La RÉPUBLIQUE DE CORÉE, l'UE, le CAMEROUN et TIMOR-LESTE ont proposé des modifications rédactionnelles.

Dans l'après-midi, le Secrétaire a examiné le document UNEP/CBD/WGRI/5/L.12 sur l'évaluation des progrès en matière de soutien à la mise en œuvre des objectifs de la Convention et de son Plan stratégique 2011-2020. Les délégués ont adopté la recommandation finale (UNEP/CBD/WGRI/5/L.12).

**EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA STRATÉGIE DE MOBILISATION DES RESSOURCES:** Les coprésidents du groupe de contact sur la mobilisation des ressources, Eppel et Ogwál, ont présenté le document (UNEP/CBD/WGRI/5/CRP.9), prenant note que, malgré des progrès substantiels, la bonne volonté et esprit de collaboration, un accord n'a pas pu être atteint sur la fixation d'objectifs finaux pour la mobilisation des ressources.

Le Cameroun, au nom du GROUPE AFRICAÏN, appuyé par le BRÉSIL, l'ETHIOPIE, CUBA, l'ARGENTINE et l'AFRIQUE DU SUD, a déclaré que, pour parvenir à un accord sur les objectifs finaux, la compréhension et mutuelle et la clarté sont essentielles, et a proposé que les différentes positions présentées dans le groupe de contact soient résumées dans le document final entre parenthèses. L'UE, appuyée par la SUISSE, le CANADA, l'Australie et le JAPON a précisé que toutes les suggestions sont présentées entre crochets dans le document final.

L'ARGENTINE, avec CUBA, a déclaré que des ateliers internationaux sur le financement de la biodiversité doivent suivre un processus inclusif, assurant la représentation de toutes les Parties.

Le BRÉSIL a demandé que la réduction de l'écart entre les besoins identifiés et les ressources disponibles conserve un rôle central dans le préambule, et a demandé d'envisager la nécessité de revoir les objectifs à la CdP 13.

Le délégué de la GRENADE a appelé à une procédure transparente car ce pays ne faisait pas partie du groupe de contact, et la NORVEGE en mis en doute la faisabilité de l'intégration de nouveaux éléments des groupes informels à un stade aussi avancé.

Le CANADA, avec l'UE, a suggéré que le Secrétaire et les coprésidents préparent un document final intégrant toutes les opinions exprimées au cours du groupe de contact.

Dans l'après-midi, les coprésidents du groupe de contact sur la mobilisation des ressources, Eppel et Ogwál, ont présenté le document (UNEP/CBD/WGRI/5/L.11), notant l'inclusion, entre parenthèses, de deux options concernant les objectifs finaux sur la mobilisation des ressources. La recommandation a été adoptée sans amendement.

**MECANISME DE FINANCEMENT:** Les délégués ont examiné et adopté la recommandation finale (UNEP/CBD/WGRI/5/L.2).

### RAPPORT SUR UN PLAN D'ACTION ACTUALISÉ POUR LES QUESTIONS D'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES POUR 2020 ET PROGRÈS DANS L'INTÉGRATION DES

**QUESTIONS LIÉES AU GENRE:** Le Secrétaire a présenté le document (UNEP/CBD/WGRI/5/CRP.11) sur un plan d'action actualisé pour les questions d'égalité entre les sexes pour 2020 et les progrès dans l'intégration des questions liées au genre, le suivi, l'évaluation et les indicateurs. Le BRÉSIL a suggéré, et les délégués ont accepté de supprimer la référence à la définition de genre, en notant que la définition fournie n'est pas compatible avec celle de la CDB. Le MALI a demandé l'ajout d'un libellé pour faire référence au renforcement des capacités des points focaux nationaux pour les questions de l'égalité entre les sexes. Dans l'après-midi, les délégués ont examiné une recommandation finale sur cette question (UNEP/CBD/WGRI/5/L.13) et l'ont adoptée, sans amendement.

### BIODIVERSITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE LA PAUVRETÉ ET POUR LE DÉVELOPPEMENT

**DURABLE:** Dans la matinée, le Président Schultz du Groupe des amis du Président sur la biodiversité pour l'éradication de la pauvreté et le développement durable a présenté le document (UNEP/CBD/WGRI/5/CRP.10), notant que les éléments des recommandations de Dehradun/Chennai ont été incorporés dans la recommandation à la CdP 12.

La RÉPUBLIQUE DE CORÉE a indiqué que la biodiversité pour le développement durable sera un domaine prioritaire à la CdP 12 et a souligné la possibilité de considérer le document et le processus des ODD comme une étape vers la réalisation de la vision 2020 et le programme de développement post-2015.

Le BRÉSIL a demandé que l'expression «bien vivre en harmonie avec la nature et la Terre-Mère» soit capitalisée dans la recommandation pour illustrer qu'elle se réfère à une initiative spécifique. Le délégué du BRÉSIL, contré par l'UE et le JAPON, a souligné qu'étant donné qu'ils n'ont pas pris part aux négociations de CHENNAI et que le temps alloué pour réviser le texte est limité, ils préfèrent «prendre note» au lieu de «saluer» le travail de la GTEA 5 dans la production des directives pour la mise en œuvre de l'intégration de la biodiversité, l'éradication de la pauvreté et le développement.



Le BRÉSIL, appuyé par l'ARGENTINE, la BOLIVIE et l'ÉQUATEUR, et contré par la NORVÈGE, l'UE, la SUISSE et la COLOMBIE, a proposé de supprimer la référence aux «objectifs et indicateurs» et «services écosystémiques». La SUISSE, appuyée par l'UE, l'Équateur et la Colombie offert de restructurer le texte, en incluant la référence aux «objectifs et indicateurs».

Le JAPON a demandé que les modifications apportées par la GTEA au travail initial du Groupe d'experts sur la biodiversité pour l'éradication de la pauvreté et pour le développement soient présentées sous la rubrique correspondante du document.

L'UE, appuyée par le COSTA RICA et l'ETHIOPIE, a demandé de supprimer le texte entre crochets sur la «hiérarchie des mesures d'atténuation» et d'«intégrer les services et les fonctions de l'écosystème dans la mise en œuvre des résultats des débats de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les ODD et le programme de développement post-2015».

»L'ARGENTINE a accepté la demande, mais a précisé que ce changement s'applique uniquement dans cette section.

L'ARGENTINE, appuyée par CUBA et le BRÉSIL a demandé la suppression de l'expression s'«appuyer sur les principes de hiérarchie des mesures d'atténuation», en ce qui concerne l'évaluation des résultats des investissements et des projets de développement pour l'éradication de la pauvreté et la protection de la biodiversité. L'UE a approuvé la suppression à la condition que les crochets soient supprimés autour du texte faisant référence à «hiérarchie des mesures d'atténuation» dans une section sur le renforcement d'un environnement favorable.

Dans l'après-midi, le Secrétariat a présenté la recommandation finale (UNEP/CBD/WGRI/5/L.9). Le BRÉSIL, contré par la SUISSE, a proposé de remplacer «cadre post-2015» par «programme de développement post-2015». Les délégués ont approuvé «le programme de développement post-2015 des Nations Unies 5 et les ODD». Le GTEA a adopté la recommandation de cet amendement.

## COOPÉRATION

### COOPÉRATION AVEC D'AUTRES CONVENTIONS, ORGANISATIONS ET INITIATIVES INTERNATIONALES:

Les délégués ont examiné le document UNEP/CBD/WGRI/5/L.8. Le BRÉSIL a proposé de remplacer ou de supprimer le texte faisant référence aux garanties environnementales afin de maximiser les avantages liés à la biodiversité des activités de REDD +, en proposant de demander aux parties prenantes concernées de redoubler d'efforts pour promouvoir la REDD + en vue de réaliser les objectifs de la CDB. L'UE, appuyée par la NORVÈGE, et contré par le BRÉSIL, a proposé une référence à la décision XI/19 sur l'application des garanties pertinentes pour la biodiversité en ce qui concerne les approches de politique et les incitations positives sur les questions relatives à REDD +. Les délégués ont convenu de garder les deux propositions entre crochets. Avec ces amendements, les délégués ont adopté la recommandation.

### RAPPORT SUR LES PROGRES LIES A

L'ENGAGEMENT DES ENTPRERISES: Les délégués ont examiné le document UNEP/CBD/WGRI/5/L.5, et ont accepté la proposition du BRÉSIL de remplacer la référence aux «composants de la Terre Mère» par «vivre en harmonie avec la nature», à propos du rôle des gouvernements. La GTEA 5 a adopté la recommandation.

### COLLABORATION AVEC LES GOUVERNEMENTS

INFRACTIONNAUX ET LOCAUX: Les délégués ont examiné le document UNEP/CBD/WGRI/5/L.6, et la réunion a adopté la recommandation avec des amendements mineurs.

IMPLICATION DES PARTIES PRENANTES: Les délégués ont examiné le document UNEP/CBD/WGRI/5/L.7, et ont adopté la recommandation.

## FONCTIONNEMENT DE LA CONVENTION

### AMELIORATION DES STRUCTURES ET DES

PROCESSUS DE LA CONVENTION: Les délégués ont examiné le document UNEP/CBD/WGRI/5/L.3. L'UE a fait un commentaire sur l'examen fonctionnel, et a indiqué qu'un examen d'une dotation d'un poste donné a des implications budgétaires. Cette observation a été consignée dans le rapport de la réunion. La GTEA 5 a adopté la recommandation.

RETRAIT DES DECISIONS: Le vendredi matin, en séance plénière, le Secrétariat a présenté le document UNEP/CBD/WGRI/5/CRP.12 sur le retrait de décisions. L'UE a fourni des suggestions pour des modifications textuelles dans un libellé consensuel. Le MEXIQUE a répondu aux préoccupations soulevées par l'UE sur la duplication des travaux, et a suggéré l'identification de nouvelles décisions sur le même sujet.

Le MEXIQUE, appuyé par la SUISSE, a suggéré d'élargir la consolidation des décisions pour inclure les résolutions. La SUISSE a réitéré l'avantage de s'appuyer sur les outils existants, soulignant que les outils en ligne devraient se trouver sur le site web de la CDB et non sur celui du Centre d'échange, et

s'est opposée à la proposition de l'UE de mentionner des outils spécifiques. Dans l'après-midi, les délégués ont examiné et adopté la recommandation finale (UNEP/CBD/WGRI/5/L.10).

## QUESTIONS FINALES

ADOPTION DU RAPPORT: La GTEA 5 examiné le document UNEP/CBD/WGRI/5/L.1, et a adopté le rapport avec des modifications textuelles mineures.

CLOTURE DE LA REUNION: Braulio Dias, Secrétaire exécutif de la CDB, a remercié les délégués pour l'esprit de coopération qu'ils ont démontré tout au long de la semaine, et a déclaré que le Sud-Soudan est la plus récente Partie à la Convention, ce qui porte le nombre de membres à 194 Il a également annoncé la ratification du Protocole de Nagoya par le Guatemala, ce qui porte le nombre de ratifications à 38.

La Thaïlande, au nom de l'Asie-Pacifique, a déploré le manque de ressources financières actuellement disponibles pour la pleine mise en œuvre des objectifs d'Aichi, et a pris l'engagement d'alerter les autorités compétentes afin que les objectifs de la biodiversité et des écosystèmes puissent être maintenus dans la version finale de l'ODD.

La Grenade, au nom du GRULAC, a exprimé sa gratitude pour le soutien reçu en vue de la participation à cette réunion et a appelé à une meilleure volonté politique pour continuer à fournir des ressources nécessaires à la réalisation de la mise en œuvre du Plan stratégique et des objectifs d'Aichi, soulignant la nécessité d'une participation effective de toutes les Parties.

L'Afrique du Sud, des LMMC, a réitéré la nécessité de définir et d'adopter des objectifs solides pour la mobilisation des ressources afin de combler à tous les niveaux, l'écart entre les besoins et la disponibilité de ressources identifiées pour une mise en œuvre efficace.

Le délégué de la Bosnie-Herzégovine, au nom de la CEE, a souligné leur engagement d'atteindre leurs objectifs nationaux, mais a indiqué que cela ne sera pas possible sans ressources suffisantes et sans efforts de renforcement des capacités.

La Mauritanie, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a exprimé leur satisfaction pour l'esprit de convivialité et l'attitude positive de la GTEA 5 concernant l'éradication de la pauvreté.

Le FIAB et le RESEAU DES FEMMES AUTOCHTONES SUR LA BIODIVERSITE ont salué les progrès accomplis et ont attiré l'attention sur la baisse de la participation des CLA en raison du manque de financement, notant que les CLA doivent être considérées comme des partenaires dans les travaux à venir et les décisions futures.

Le PARTENARIAT MONDIAL DE LA JEUNESSE a souligné la grande expérience qu'ils ont acquise au cours de la réunion, et a déclaré leur intention de «renforcer leur jeu» pour établir des initiatives nationales pour la biodiversité. Rappelant aux délégués que trois milliards de personnes font face à la pauvreté, ils ont demandé instamment aux délégués d'utiliser leur pouvoir pour donner une chance aux jeunes, et d'utiliser leur énergie pour poursuivre les objectifs de la Convention.

Le PNUE a annoncé sa volonté de continuer à faire des contributions et à soutenir les Parties dans la mise en œuvre de la Convention et de ses Protocoles, en particulier le Protocole de Nagoya.

La RÉPUBLIQUE DE CORÉE a exprimé sa satisfaction pour les délibérations fructueuses qui ont préparé la voie à la CdP 12 à Pyeongchang, et a appelé à des soumissions pour le Segment de haut niveau.

En clôturant la réunion, le Président Pand a remercié les délégués, en particulier la Jeunesse, le Secrétariat et le BNT pour le succès de la semaine, et a levé la séance à 16h59.

## DANS LES CORRIDORS

Le dernier jour de la GTEA 5, certains délégués qui avaient travaillé d'arrache-pied dans la nuit sur le texte, au sein d'un groupe des Amis du Président sur la biodiversité pour l'éradication de la pauvreté et le développement durable, ont exprimé leur déception face à la réouverture en séance plénière, du compromis soigneusement convenu. Toutefois, les travaux en plénière sur l'adoption des recommandations se sont assez bien déroulés, nonobstant l'ouverture du texte sensible.

A l'autre bout du couloir, faisant référence à un incident survenu en séance plénière le jeudi concernant le Président et les représentants du Grand groupe pour les enfants et les jeunes, l'on a entendu un participant raconter un dîner spécial partagé avec les «jeunes marginalisés» et qui visait à soutenir et à renforcer les capacités pour leur implication future dans la Convention.

A propos des objectifs finaux de mobilisation, un participant de premier plan a estimé que la GTEA 5 a fait des avancées dans la bonne direction, même si la réalisation d'un consensus est restée un mirage. «Je suis optimiste» a-t-il commenté, «J'espère tout simplement que la route ne sera pas longue et sinueuse»